

# L'Opposition Léniniste

La Vérité sur la Chine

---

## La Lettre de Shanghai

Document inédit caché par Staline

---

Prix : 75 centimes; les 10 : 7 francs

---

EN VENTE à l'*Unité Léniniste*,

34, rue de l'Abbé-Groult, Paris (15<sup>e</sup>)

## PRÉFACE

---

*C'est seulement après mûre réflexion, qu'avec mes compagnons de lutte, nous nous sommes décidés à publier la Lettre de Shanghai.*

*Le groupe Staline et ses partisans en France ont été littéralement atterrés de savoir que ce document était entre nos mains.*

*La Lettre de Shanghai, d'un bout à l'autre, constitue un réquisitoire écrasant contre la politique suivie en Chine, contre le représentant du Comité Exécutif de l'Internationale, et, par voie de conséquence, contre le groupe Staline lui-même.*

*La Lettre de Shanghai n'est pas un document oppositionnel. Elle fut expédiée, le 17 mars 1927, par la délégation russe envoyée en Chine par Staline lui-même. Ses signataires appartiennent à la majorité.*

*Les auteurs de la Lettre de Shanghai, au moment où ils l'adressèrent à Staline, écrivirent en révolutionnaires, dénoncèrent la plupart des fautes commises et crurent sincèrement à l'intervention des dirigeants actuels du Parti russe pour en obtenir la correction.*

*Ils ne pouvaient pas croire à ce moment que la politique opportuniste suivie en Chine était bel et bien la politique du groupe Staline-Boukharine.*

*A leur retour en Russie, les auteurs de la Lettre de Shanghai ont été mieux que quiconque à même de vérifier que la politique dénoncée par eux était bien la politique réelle de la direction de l'I. C.*

*Les auteurs de la Lettre de Shanghai furent mis en*

demeure de se rétracter, et, rentrés en Russie, de nier ce qu'ils avaient constaté en Chine.

Une pression bureaucratique énorme fut exercée sur eux. Et plusieurs d'entre eux, cédant à cette pression, consentirent à se renier eux-mêmes dans un document officiel, marquant ainsi d'une tache ineffaçable leur beau passé révolutionnaire.

Ce fait illustre tristement les pratiques du stalinisme : régime d'étouffement bureaucratique et de terreur administrative fonctionnant au bénéfice de l'opportunisme.

La « capitulation idéologique », consentie ainsi sous la contrainte des cercles dirigeants, permet déjà de mesurer combien le groupe Staline a réussi à dégrader la conscience révolutionnaire d'une partie importante des cadres moyens.

Il n'en reste pas moins que la Lettre de Shanghai, écrite par des majoritaires, met à nu toute la politique fausse que l'Opposition n'a cessé de dénoncer.

En étudiant la Lettre de Shanghai, tout révolutionnaire verra comment notre Parti chinois a été traîné à la remorque de la bourgeoisie, a renoncé à lutter pour l'hégémonie du prolétariat dans le mouvement national.

Le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans fut réprimé par la bourgeoisie nationale, les ouvriers furent désarmés, les cellules communistes interdites dans l'armée nationale.

A l'alliance avec des millions d'ouvriers et de paysans, la politique fausse a préféré l'alliance avec la bourgeoisie, au moment où celle-ci pendait, fusillait et étranglait les révolutionnaires, au moment où celle-ci se préparait, d'accord avec les impérialistes, à se retourner contre le mouvement révolutionnaire des masses afin de l'écraser.

Qui est responsable ? Hang-Keou ou Moscou ? Les deux.

Mais la direction de Moscou assume une part écrasante de responsabilité, car elle fut l'inspiratrice de la fausse politique.

Le groupe Staline ne saurait se retrancher derrière le représentant de l'Internationale en Chine.

Il est maintenant incontestable que le groupe Staline,

dans la direction de la politique chinoise, s'est en fait substitué à la direction régulière de l'Internationale.

A celle-ci, le groupe Staline a caché la véritable situation.

Maintenus dans l'ignorance ainsi que toute la masse communiste, le Présidium et le Secrétariat de l'Internationale ont été mis sans cesse en présence du fait accompli.

Par-dessus les organes réguliers qui ignoraient tout, le groupe Staline a dirigé la politique chinoise par un échange presque quotidien de télégrammes avec Borodine.

La Lettre de Shanghai dénonçait la politique fausse de Borodine et du représentant de l'Internationale en Chine, elle réclamait d'urgence l'intervention de l'Exécutif.

Qu'a fait le groupe Staline ? Il a couvert ses agents opportunistes : Borodine et le représentant de l'Internationale. Il a caché au Présidium et au Secrétariat la Lettre de Shanghai.

Quel est donc le camarade de bonne foi, qui, exactement informé, peut honnêtement aider le groupe Staline à se décharger de ses responsabilités sur le Parti chinois ?

Il ne s'agit de couvrir ni les fautes des opportunistes chinois, ni les fautes opportunistes du groupe Staline.

Il faut combattre l'opportunisme partout où il se trouve : à Hang-Keou comme à Moscou.

Non seulement le groupe Staline a fait en Chine une politique opportuniste, mais il a formulé l'idéologie anti-marxiste qui couronne la fausse politique.

La lutte des classes a été représentée comme pouvant se résoudre dans des Commissions d'arbitrage. Le Bloc des quatre classes a été l'enseigne du Bloc des fusillés avec les fusilleurs.

Le gouvernement de la bourgeoisie nationale, contre lequel il fallait appeler les masses à lutter, a été présenté comme le Gouvernement du Bloc des Quatre Classes auquel, les opprimés devaient se soumettre.

Les Soviets ont été interdits en pleine période d'essor du mouvement révolutionnaire, alors que le groupe Staline les préconise dans la période de reflux de la vague révolutionnaire, ce qui, comme en décembre dernier à Canton, ne peut conduire qu'au putschisme.

*La fausse politique menée en Chine par le groupe Staline est partie intégrante d'une politique générale fausse à l'échelle mondiale.*

*Cette politique fausse, c'est la ligne de la capitulation sur les principes fondamentaux du bolchevisme devant le front unique des forces thermidoriennes en Russie et des forces impérialistes à l'extérieur.*

*Les paroles et les manœuvres de gauche de Staline qui a réussi à rallier Zinoviev, ne pourront pas durablement masquer le glissement opportuniste qui altère de plus en plus le caractère prolétarien de l'Etat Soviétique et la politique prolétarienne de l'Internationale.*

*Puisse la publication de la Lettre de Shanghai contribuer au redressement bolchévique nécessaire !*

Albert TREINT.

## A bas la discipline du mensonge !

---

Par la fréquentation d'un grand nombre d'organisations et de camarades russes des cadres moyens et de la base, j'en étais arrivé lors de ma présence à Moscou au début de 1927, à cette conviction que dans certains cercles du Parti russe, de dangereuses théories avaient cours en ce qui concerne la Révolution chinoise.

Ces diverses théories, en dépit de quelques nuances, pouvaient se ramener à la thèse suivante :

*Il faut en Chine enrayer le développement de la lutte des classes à l'intérieur du mouvement national et garder ainsi A TOUT PRIX le front unique entre la bourgeoisie nationale et le prolétariat, jusqu'à la victoire sur les impérialistes.*

Une telle théorie ne peut que mettre le mouvement révolutionnaire des masses à la remorque de la bourgeoisie nationale, l'empêcher de se développer suffisamment, et livrer les forces motrices essentielles de la Révolution : prolétariat et paysannerie, aux coups de la bourgeoisie nationale s'alliant avec l'impérialisme dès que les masses commencent à lutter sérieusement pour des revendications d'ordre social.

A la séance du secrétariat de l'Internationale, le 3 mai 1927, je voulus dissiper mes craintes et j'interrogeai Boukharine.

Ignorant de la situation véritable en Chine, j'étais encore à ce moment partisan de la majorité et je faisais confiance à la politique de Staline et de Boukharine.

Comme il est coutume de le faire dans nos assemblées, je fis passer mes questions par écrit à Boukharine et sur le même papier il inscrivit ses réponses.

Je suis en possession de ce précieux autographe qui est déposé en lieu sûr.

Voici la reproduction littérale de mes questions et des réponses de Boukharine :

« TREINT. — Ne pensez-vous pas que dans le Parti chinois et partiellement aussi dans le Parti russe, existe une opinion qui peut être ainsi formulée :

« Il n'y a qu'une perspective: si nous savons manœuvrer, nous pouvons marcher avec l'aile du K. M. T. jusqu'à la défaite des impérialistes en Chine, et la rupture ainsi que l'attaque contre l'aile gauche se produira **NECESSAIREMENT APRES** la défaite des impérialistes et la libération nationale de la Chine ?

« Je sais qu'il n'y a pas eu une telle opinion dans la direction du Parti russe.

« Mais, est-ce que la direction du Parti russe a mené une lutte suffisamment énergique contre une telle opinion ?

« Ceci n'est qu'une question officieuse. »

BOUKHARINE. — Une telle opinion n'a pas existé chez nous et nous avons donné des directives contre.

TREINT. — Et dans le Parti chinois, y a-t-il eu une telle opinion ? ...

BOUKHARINE. — C'est possible mais considérez qu'à Moscou on ne peut pas savoir tout ce qui se passe en Chine. »

Or la Lettre de Shanghai dit textuellement ceci :

« La conception du noyau dirigeant était par exemple telle que selon lui, la Chine traverse une révolution nationale dirigée contre les impérialistes et les militaristes féodaux. A cette révolution, prennent part toutes les classes, et parmi elles la bourgeoisie nationale, les bons gentry et les propriétaires fonciers. Et c'est pourquoi il est nécessaire d'assurer la paix sociale comme garantie de la victoire de la Révolution. »

La Lettre de Shanghai est partie de Canton le 17 mars 1927. Par courrier, elle a pris 22 jours pour parvenir à

Moscou où elle est arrivée aux environs du 8 avril, le 3 mai, Boukharine la connaissait.

Boukharine savait donc à la séance du secrétariat où je l'interrogeai par écrit, qu'en Chine le noyau dirigeant professait la théorie fausse qui m'inquiétait.

Et Boukharine, qui savait la vérité, au lieu de me répondre :

*Oui, la direction du Parti chinois professe la théorie fausse qui vous inquiète !*

Me répond :

*C'est possible, mais considérez qu'à Moscou, on ne peut pas savoir tout ce qui se passe en Chine. »*

Boukharine savait le danger et il m'a répondu : Je ne sais pas.

Grâce à ce mensonge vulgaire et banal, Boukharine m'a caché la véritable situation en Chine. Et j'étais membre du Secrétariat et du Présidium de l'Internationale.

Ainsi, en dépit des belles résolutions officielles, le groupe Staline-Boukharine, a couvert la fausse politique menée par le Parti chinois et inspirée par la direction de Moscou.

Par ordre de Staline, on exclut l'Opposition en France, pour empêcher la vérité de se faire jour.

Staline sait qu'il ne nous fermera pas la bouche, mais il pense en nous faisant chasser du Parti, nous discréditer.

Nous sommes maintenant hors du Parti et quand nous dirons la vérité, Staline et ses sous-ordres tenteront de couvrir notre voix en clamant : Ne les écoutez pas, ce sont des ennemis de l'Internationale !

Et nous, nous sommes convaincus que la masse communiste trompée par Staline et Boukharine, ne peut retrouver sa vigueur que dans un bain de vérité révolutionnaire.

C'est pourquoi nous crions cette vérité malgré les clameurs qui cherchent à couvrir notre voix faible encore.

C'est pourquoi, à tous les révolutionnaires, à tous les ouvriers honnêtes nous crions :

« A bas la discipline du mensonge ! »



# La lettre de Shanghai

---

## A LA DELEGATION RUSSE AUPRES DU C. E. DE L'I. C.

Les événements de ces derniers mois, et tout particulièrement les derniers événements de Shanghai, nous ont définitivement convaincus que la direction actuelle du Parti communiste chinois est incapable de mener une ferme politique communiste, d'autant plus nécessaire que les conditions politiques se compliquent à l'extrême. Il y a dans la direction du Parti, un groupe qui, résolument, pousse le Parti à droite, dans la voie du liquidationnisme et le représentant du C. E. de l'I. C. soutient ce groupe et sa ligne politique. La crise qui a surgi dans le Parti s'en approfondira d'autant plus et d'autant plus loin; et, si le C. E. de l'I. C. n'intervient pas immédiatement, elle peut être lourde de conséquences, tant pour le Parti que pour la Révolution chinoise. Il est nécessaire de rechercher l'origine de la crise dans ce fait que les couches supérieures du Parti ont jusqu'à maintenant considéré et considéré encore la révolution chinoise comme une révolution bourgeoise de laquelle on ne peut attendre rien d'autre que la liberté et une légère amélioration de la situation économique. Ces couches supérieures du Parti ne croient pas à la voie du développement socialiste de la révolution chinoise, de même qu'elles n'ont confiance ni dans le prolétariat, ni dans la paysannerie, ni dans les masses, ni dans l'activité de celles-ci. Les conceptions du noyau dirigeant étaient, par exemple, telles que, selon lui, la Chine traverse une révolution nationale dirigée contre les impérialistes et les militaristes féodaux. A cette révolution prennent part toutes les classes et parmi elles la bourgeoisie nationale, les bons gentry et les propriétaires fonciers. Et c'est pourquoi il est nécessaire d'assurer la paix sociale, comme garantie de la victoire de la révolution.

Prenons seulement un exemple pour montrer comment, en pratique, cette conception se transforme en un opportunisme de la pire espèce. Selon le rapport du P. C. au Plenum du 13 décembre 1926 sur les tendances dangereuses dans le mouvement national-révolutionnaire la résolution déclare que :

« Le plus grand danger consiste en ceci : que le mouvement des masses progresse vers la gauche, tandis que les autorités politiques et militaires, en voyant la croissance rapide du mouvement des masses, sont prises de peur et commencent à pencher à droite.

Si ces tendances extrêmes continuent à se développer dans l'avenir, l'abîme entre les masses et le gouvernement se creusera de plus en plus largement, le front rouge unique finira par être détruit, et l'ensemble du mouvement national apparaîtra comme étant en danger. »

Naturellement, de là sort cette conclusion qu'il est nécessaire de limiter le mouvement des masses, de contenir la vague du mouvement ouvrier et paysan qui monte avec une force élémentaire.

« Dans la pratique de la lutte des ouvriers et des paysans, déclare plus loin la résolution, nous devons éviter les illusions (revendications trop grandes des artisans et des ouvriers, participation des piquets ouvriers dans les affaires administratives, prise par les paysans de la propriété de la terre, etc...). Et ceci, afin de nous guérir de la maladie infantile de gauche. »

La direction étroite du Parti ne comprend pas le mouvement des masses. Et, de plus, elle le craint, le considère comme quelque chose d'insensé, et, en tout cas, comme un phénomène inopportun, qui empêche le front unique avec la bourgeoisie. C'est pourquoi, elle subordonne les intérêts de la classe ouvrière et de la paysannerie aux intérêts de la bourgeoisie, se traîne à la remorque de celle-ci, c'est pourquoi elle freine le mouvement des masses, d'une part, et, d'autre part, se livre aux combinaisons par en haut, allant jusqu'aux marchandages et aux compromissions qui, dans une situation révolutionnaire, sont les équivalents du menchévisme. Se considérant elle-même comme une auxiliaire jouant un rôle de second ordre dans la révolution chinoise, elle s'efface elle-même, ainsi que le Parti et le mouvement des masses, et devient un jouet dans les mains de la droite. Au cours des quatre derniers mois, il est survenu beaucoup de nouveau dans la Révolution chinoise. La croissance du mouvement révolutionnaire, et, sur la base de cette croissance, le développement de plus en plus aigu des antagonismes internes, ont créé une situation exceptionnellement complexe. La lutte pour l'hégémonie du prolétariat dans la Révolution chinoise est une tâche qui vient à l'ordre du jour. Nous estimons que, ici encore, dans ces derniers mois, la direction du Parti chinois a montré qu'elle peut seulement mener le Parti et la classe ouvrière à la défaite et à la capitulation.

Ces derniers mois, c'est-à-dire la période commencée approximativement depuis la fin de novembre, est caractérisée par les faits suivants : 1° l'armée nationale-révolutionnaire, en battant Sun-Chun-Fan a remporté une victoire décisive; 2° en liaison avec cette victoire, a commencé un certain jeu des impérialistes avec le gouvernement national et avec la droite du K. M. T. ; 3° le mouvement des masses, conquérant de nouvelles couches, est monté à une hauteur qu'il n'avait jamais atteinte; 4° les contradictions intérieures, allant s'exagérant ont été jusqu'au conflit aigu entre la gauche et la droite du K. M. T. Cette période est marquée de quatre jalons : 1. la réaction à Canton; 2. la prise de la concession de Hang-Kéou; 3. le conflit entre le C. C. du K. M. T. et Tchang-Kai-Chek au sujet du lieu de résidence du gouvernement, et, enfin, 4. l'intervention de Chang-Haï dans les événements. Quelle fut donc, dans cette période, la tactique de notre Parti?

## CANTON

Depuis le départ du gouvernement à Ouhan, les éléments de droite demeurés à Canton avec, à leur tête Li-Ti-Tsin, ont, avec l'approbation de Tchang-Kai-Chek, commencé une campagne enragée contre les communistes. L'expédition du Nord ayant remporté une victoire décisive dans la province de Tchan-Si, on se mit à dire, en partant de ce fait, que Canton étant, dès lors, en dehors de la zone des armées, qu'il fallait en venir à une certaine stabilisation, exigeant la création de conditions normales. Le premier pas vers la création de ces conditions « normales » fut la destitution du commandant en chef de la police en raison de ses liens d'amitié avec les communistes, la dispersion du Comité du K. M. T. et le remplacement des éléments de gauche par les éléments de droite, le lancement d'un décret interdisant les grèves dans les grandes entreprises publiques, l'interdiction des piquets ouvriers pendant les grèves, le désarmement de la milice ouvrière, etc... Le nouveau Comité provincial du K. M. T. décida d'empêcher les grèves, de donner toute liberté aux briseurs de grèves, et il se prononça contre l'abaissement jusqu'à 25 % des fermages ruraux. Alors commencèrent les arrestations d'ouvriers, les poursuites dirigées contre les travailleurs agricoles ; les démonstrations anti-anglaises furent interdites ; à la campagne les gentry reçurent des encouragements. Le gouvernement subventionna et arma les ouvriers de droite organisés dans la Ligue des Mécaniciens et dans la Fédération des Travailleurs du Kouan-Toun et les excita contre les organisations ouvrières de gauche.

Cette mentalité de « stabilisation » a infecté les membres du K. M. T., non seulement à Canton, mais aussi dans le Nord. A Hang-Kéou, la bourgeoisie organisée est intervenue contre les revendi-

cations ouvrières. Le gouvernement a voulu suivre l'exemple de Canton et introduire l'arbitrage obligatoire. Enfin, le fameux discours du camarade Borodine, discours manifestant un état d'esprit semblable à celui de la droite du K. M. T., creuse le même sillon et fut inspiré par cette mentalité de « stabilisation ». Comment donc a réagi notre Parti devant la réaction commencée à Canton et s'étendant dans tout le pays ? Il n'a nullement réagi en ce qui concerne les mesures de lutte contre la réaction. La résolution relative à la question du Kouan-Toun, adoptée par le C. C. dit textuellement ce qui suit :

« La cause dernière de l'attaque contre les communistes et les éléments de gauche qui leur sont proches, attaque dirigée par les éléments du centre, de la droite et de la gauche réunis, c'est : 1° que le Comité provincial de notre Parti dans le Kouan-Toun ne reconnaît pas l'aile gauche, et 2° qu'il sous-estime l'influence des leaders de la gauche. »

Et le C. C. propose d'attendre le retour de Wan-Tin-Wai... Nous ne ferons nullement effort pour légitimer la position des leaders de la gauche de Canton qui, en réalité, grâce à l'influence de Borodine, ont sous-estimé les éléments de gauche, mais nous ne comprenons pas comment l'organe dirigeant du Parti peut mettre de côté la responsabilité des réactionnaires pour leur activité, et comment en ce qui concerne la croissance du mouvement des masses qui se manifeste par l'intermédiaire des organisations locales du Parti, l'organe dirigeant du Parti n'a pas compris la nécessité d'encadrer ces mouvements des masses. Le C. C. de notre Parti s'est montré impuissant à commencer la lutte contre la réaction et cette lutte a été entreprise par l'intermédiaire des leaders de notre Parti et de ses organes dirigeants agissant par le canal de la direction du K. M. T. Le prolétariat de Hang-Kéou, qui s'était emparé le 3 janvier de la concession anglaise, a déterminé la montée du mouvement anti-impérialiste et en même temps a porté le coup le plus dur à la réaction intérieure.

### HANG-KEOU

Personne n'avait prévu les événements du 3 janvier. La prise de la concession de Hang-Kéou s'est produite avec une force élémentaire. Elle s'est produite sans aucune directive et sans aucune excitation, ni de la part du gouvernement, ni de la part du K. M. T., ni de la part de notre Parti. Ceux-ci ont été placés devant le fait accompli, et devant cet acte élémentaire des masses, et ils ont dû compter avec lui. Les éléments de Hang-Kéou ont revêtu une importance exceptionnelle. Ce fut un soufflet pour l'Angleterre. Les masses et les organisations du Parti qui avaient été gagnées par le désenchantement, furent soulevées de joie, l'aile droite du K. M. T. avait reçu un coup et le mouvement na-

tional anti-impérialiste fouetta l'énergie du pays tout entier, obligeant même des réactionnaires tels que Tchang-Tso-Lin à commencer de parler un langage pseudo-nationaliste, à revendiquer la restitution des concessions. Outre cela, les événements de Hang-Kéou exercèrent une influence révolutionnaire sur le gouvernement et sur Borodine; en dehors de leur volonté, sous la pression et sous l'influence de cet acte élémentaire des masses, ils tournèrent à gauche; l'état d'esprit de décembre fut jusqu'à un certain point, ruiné, et lorsque, deux semaines après, surgit le conflit avec Tchang-Kai-Chek au sujet du lieu de résidence du gouvernement, les membres du gouvernement et Borodine prirent une position de gauche, qui, il faut en convenir, eût été incompréhensible, sans les événements du 3 janvier. L'aile gauche qui, ainsi que beaucoup de choses l'avaient démontré n'existait guère, se consolida et ce phénomène fut accompagné de la cristallisation de l'aile droite autour de Tchang-Kai-Chek dans la province de Nankin, ce qui conduisit au conflit : Nankin-Ouhan.

Comment donc a réagi le C. C. du Parti communiste chinois en face des événements de Hang-Kéou? Au début, il ne voulut aucunement réagir. Lorsqu'à la Conférence du C. C. et des camarades russes, la question fut posée, le camarade Chen-Dou-Siou s'écrie : Pourquoi est-ce à nous de crier à ce sujet et quelle agitation peut-on développer puisque ce ne sont pas les Anglais, mais les Chinois qui ont attaqué. À ce moment, nous étions déjà à la date du 12 ou du 13 janvier. C'est seulement deux ou trois semaines après les événements que le C. C. lança un appel relatif à ces événements. C'est au même moment qu'il écrivit une lettre au Comité de Ou-Péi, où il accusait nos camarades d'être responsables du fait que la milice ouvrière avait pris part au maintien de l'ordre dès le premier jour de la prise de la concession. Le C. C. estimait qu'il n'était pas nécessaire alors d'irriter les étrangers et la petite bourgeoisie.

### NANKIN-OUHAN

En janvier prit naissance le conflit relatif au lieu de résidence du gouvernement. Le groupe de Ouhan, c'est-à-dire la majorité du C. C. du K. M. T. et du gouvernement insistait sur le fait que, en accord avec la décision adoptée à Canton, le gouvernement devait être transféré à Ouhan. Le groupe de Nankin, Tchang-Kai-Chek en tête, insistait pour que le siège du gouvernement soit « dévolu » à Nankin. Certes, cette querelle n'était pas seulement une querelle ayant trait au lieu de résidence du gouvernement. La querelle portait sur l'alternative suivante : Est-ce que le gouvernement national-révolutionnaire ira avec les masses, et ils ont dû compter avec lui. Les événements de Hang-dictateur Tchang-Kai-Chek, qui commençait déjà à pencher pour le

compromis avec le Japon et avec Moukden. La querelle portait et porte sur les deux voies de développement de la révolution chinoise. Le conflit prit un caractère extrêmement aigu. Depuis deux mois déjà, il existe en fait deux gouvernements, deux comités centraux, deux bureaux politiques du K. M. T. et deux armées. Nankin devient le centre de la droite. Le Comité de Tian-Si du K. M. T., dans lequel les communistes avaient la majorité, fut chassé et remplacé par un nouveau Comité formé de 7 membres de droite, un centriste, et un ex-communiste. Tchang-Kai-Chek entama des pourparlers avec Yan-You-Tin (de Moukden) en secret et à l'insu du K. M. T. Par l'intermédiaire du politicien Touan-Tsin-Chou, ancien ministre, par l'intermédiaire de Houan-Fou et de Tai-Tsi-Tao, il mena immédiatement des pourparlers secrets avec les Japonais. Ho-In-Tsin, sa créature, fit de même dans la province de Foun-Tsien. Sans prendre ouvertement la résolution d'intervenir ouvertement contre l'U. R. S. S. et contre l'I. C. Tchang-Kai-Chek commença la lutte contre Borodine, Galine, en s'efforçant de donner au conflit un caractère personnel.

Bien caractéristique est la déclaration suivante de Tchang-Kai-Chek au commandant du 6<sup>e</sup> corps Tchen-Tchin.

« Je ne suis nullement contre les communistes russes, je suis seulement contre l'aile droite du P. C. de l'U. R. S. S., à la tête de laquelle se trouve Staline, mais je sais qu'il existe dans le P. C. de l'U. R. S. S. une aile gauche dirigée par Trotsky et Zinoviev. Avec celle-ci, je suis prêt à collaborer, en tant que gauche, pour le soutien plein et entier de la révolution nationale en Chine et pour la sortie des communistes du K. M. T. dans le moment même où la droite représentée par Borodine, Galine, etc..., quoique favorable au soutien de la Révolution nationale, se prononce contre la sortie des communistes du K. M. T. Si l'on m'envoyait Radek ou Karakhan, je pourrais collaborer avec eux. »

De la sorte, en se déguisant en « communiste russe de gauche », selon l'expression de Tchen-Tchin, Tchang-Kai-Chek a mené féroce-ment la chasse à courre contre les communistes et finalement est intervenu le 21 février en prononçant un véritable discours de pogrome contre le Parti communiste chinois.

Que fit donc le C. C. de notre Parti, en cette occasion ? Il semble qu'il aurait dû mener la campagne la plus large parmi les masses sous le mot d'ordre du soutien du gouvernement de Ouhan et en exigeant que le groupe de Nankin se soumette à la déclaration de la majorité du C. C., il semble que le Parti aurait dû mettre à nu les mobiles secrets de ce conflit, dévoiler les intrigants de droite, encercler Tchang-Kai-Chek, et d'autre part agir vigoureusement sur le gouvernement et sur Borodine afin qu'ils renoncent au camouflage du conflit en question personnelle et qu'ils agissent parmi les masses sur la base d'une plate-forme politique comprenant des

réformes sociales et en premier lieu la réforme agraire, en obligeant ainsi Tchang-Kai-Chek d'accepter le combat (au cas où il aurait voulu le livrer) sur la base d'une plate-forme déterminée, ce qui aurait créé à celui-ci les plus graves difficultés. Mais le C. C. du P. C. C., ainsi que le représentant du C. E. de l'I. C. pendant longtemps, « ne remarquèrent pas » ce conflit, ne prirent pas position par rapport à lui. Même jusqu'au milieu de février, c'est-à-dire lorsque le conflit avait atteint une acuité inaccoutumée, personne à Hang-Kéou ne savait quelle était la position de notre Parti. A notre proposition instantée, adressée au représentant du C. E. de l'I. C. ainsi qu'au C. C. de se transporter immédiatement à Kang-Kéou, afin de diriger de là-bas le Parti et le gouvernement du groupe de Hang-Kéou, on ne répondit que par des échappatoires, ni le représentant du C. E. de l'I. C., ni le C. C. ne désiraient prendre part à la lutte contre la réaction intérieure, lutte suscitée par les éléments de gauche et par Borodine (contre sa volonté, nous en convenons) et ils estimaient possible et nécessaire, sans toutefois en rien dire ouvertement de faire des concessions à Tchang-Kai-Chek. Cette ligne, s'il est possible d'appeler cela une ligne, était en général bien moins celle du C. C. que celle du camarade V. Celui-ci, évidemment, prétendait qu'en se rendant à Kang-Kéou et en tâchant de voir ce qu'il en serait avec Tchang-Kai-Chek, on posait devant Moscou la revendication d'éloigner Borodine ; cette affirmation étant accompagnée d'une manière ambiguë de la remarque que Tchang-Kai-Chek ne consentirait pas à de sérieuses concessions. A ce moment, le C. C., en l'absence de Borodine, prit une position plus juste, déclarant qu'il s'agissait de la lutte du prolétariat pour l'hégémonie et que toute concession à Tchang-Kai-Chek, en dépit des vues de Borodine, serait une capitulation pleine et entière.

Nous ne nourrissons pas la moindre illusion sur le compte de Borodine. En tant que communiste, nous considérons Borodine comme très semblable aux éléments de gauche du K. M. T., et comme tout révolutionnaire petit bourgeois, il est exposé à faire des oscillations de grande amplitude. Après le 20 mars 1926, il fut partisan de la sortie du K. M. T. nia l'importance de l'aile gauche du K. M. T. et même nia en général son existence, et par là donna point d'appui à ce nihilisme relatif au K. M. T. de gauche, qui se manifeste chez les camarades du Kouan-Toun. Ensuite, cette négation de l'aile gauche le conduisit inéluctablement vers la droite, vers cette position à la remorque, vers cette position de capitulation qui trouve son expression dans son discours du 12 décembre et dans son idée du rachat de la terre. En janvier, il balança vers la gauche, prononça dans un banquet un discours contre la dictature personnelle (c'est-à-dire contre Tchang-Kai-Chek) et devint involontairement l'instigateur de la lutte dont il s'effraya immédiatement lui-même. Au C. C., il le confessa lui-même en disant :

« Je crains d'avoir fait erreur, je me demande si je n'ai pas fait erreur dans cette question. Notre intervention contre Tchang-Kai-Chek fut provoquée par la pression de l'opinion générale et je ne sais pas si je me suis comporté d'une manière juste. Avec Tchang-Kai-Chek nous irons jusqu'à Pékin et avec le Parti (c'est-à-dire avec le K. M. T.) il n'est pas probable que nous y allions. »

Ainsi, Borodine s'est lui-même donné une excellente caractéristique et il n'est guère possible de parler d'une différence de principe entre la position du groupe de droite du C. C. du P. C. C., celle du camarade V. et celle de Borodine.

Mais nous estimons que retirer Borodine dans les circonstances politiques données, signifierait qu'on s'en remet aux bonnes dispositions de Tchang-Kai-Chek, alors que Tchang-Kai-Chek devient le symbole de la réaction et que Borodine, en vertu du cours des événements, devient le symbole des éléments révolutionnaires, du mouvement national et le symbole de l'U. R. S. S. Avec tous ses défauts, avec toutes ses pauvretés et son absence de principes, Borodine personnifie aujourd'hui l'aile gauche du K. M. T. d'une part et, d'autre part, il personnifie l'U. R. S. S. voilà par quoi s'explique notre position sur cette question. La position du représentant du C. E. de l'I. C. ne peut être explicable par aucun motif de principe, abstraction faite du contenu de principe de la lutte; il a dégringolé, comme il l'a toujours fait, vers la politique de combinaison, nuisible et dangereuse pour tout le mouvement révolutionnaire.

Répetons-le : dans le conflit Nankin-Ouhan, le noyau dirigeant du Parti, pendant deux mois n'a rien entrepris, et si nous exceptons les derniers télégrammes relatifs à Borodine et adoptés sur l'insistance du groupe des camarades « de gauche », le C. C. n'a fait seulement que se cacher et il a éludé les réponses aux questions qui lui étaient posées par la situation.

Les organisations locales du Parti dans la province de Ou-Pei ont développé à leurs risques et périls la campagne autour de cette question, sans attendre les décisions du C. C.

Mais la question relative à Borodine est une des questions fortuites qui sont venues se greffer sur ce conflit. Des interventions publiques ont eu lieu de la part de Tchang-Kai-Chek et des éléments de droite du K. M. T. contre les communistes. Notre Parti devait publiquement intervenir pour répondre aux accusations qui étaient portées contre lui en lançant une déclaration claire et d'une grande netteté politique. Il ne l'a pas fait. Le K. M. T. de droite, la presse bourgeoise et la presse impérialiste menaient à cette occasion une campagne de presse enragée. Le P. C. C. se tait espérant liquider le conflit par des combinaisons, des tractations et des marchandages.



## CHANGHAÏ

Dans la situation de lutte entre l'aile droite et l'aile gauche du K. M. T. la question de Changhaï a revêtu une importance toute particulière. Changhaï est nécessaire à Tchang-Kai-Chek, comme base pour la lutte ultérieure contre les éléments de gauche et les communistes ainsi que pour mener des pourparlers avec les Nordistes et avec les impérialistes et Tchang-Kai-Chek, s'est efforcé d'atteindre Changhaï, pensant que la prise de celle-ci lui donnerait une prépondérance incontestable dans la lutte avec les éléments de gauche pour la direction du K. M. T. Par la main de Tchang-Kai-Chek, la bourgeoisie s'efforce de s'assurer l'hégémonie dans la révolution nationale. Ici, il pouvait y avoir et il y a eu trois tactiques. Un groupe de camarades, en particulier les russes et Borodine, estimaient qu'il ne serait nullement nuisible que Tchang-Kai-Chek, se cassa les reins sur Changhaï et dans le Tche-Tsian et ils l'y incitaient ; le camarade Galine estimait la marche sur Changhaï, à travers le Tche-Tsian comme une entreprise militaire sans espoir et il n'y participa pas. Ces camarades perdaient de vue que non seulement Tchang-Kai-Chek, mais aussi la révolution nationale chinoise, menaient la lutte dans le Tche-Tsian, que la victoire de Tchang-Kai-Chek était la victoire de la Révolution, et que la défaite séparerait l'un de l'autre, Tchang-Kai-Chek et la Révolution.

La deuxième tactique consistait à soutenir inconditionnellement et sans réserve la marche de Tchang-Kai-Chek sur Changhaï, à s'entendre avec son représentant à Changhaï même, à préparer de l'intérieur notre intervention et à entrer à Changhaï avec l'aide de l'armée révolutionnaire. Le groupe de camarades qui préconisaient cette tactique et qui représentaient l'aile droite du C. C. et le Comité de Changhaï perdaient de vue que Tchang-Kai-Chek créerait alors à Changhaï un pouvoir de droite et tenterait de transformer Changhaï en rempart de l'aile droite du K. M. T. Consciemment ou non, ces camarades aboutissaient à donner à Changhaï, sans condition aucune, le pouvoir à Tchang-Kai-Chek, c'est-à-dire à aider la bourgeoisie à se renforcer à Changhaï.

La troisième tactique que nous avons soutenue ainsi qu'une partie des camarades chinois, consistait d'une part à aider par tous les moyens l'armée nationale révolutionnaire à s'emparer de Changhaï, et d'autre part, à créer à Changhaï en se liant au mouvement des masses, un pouvoir démocratique populaire servant de contrepoids à la droite, afin d'arriver à ce que le facteur démocratique prenne le pas sur le facteur militaire pour que la prise de Changhaï réalise d'une manière opportune, et la victoire de la révolution nationale

et du mouvement anti-impérialiste, et la défaite de Tchang-Kai-Chek, comme représentant de l'aile droite bourgeoise du K. M. T. Nous estimions que Changhaï deviendrait le nœud où se déciderait la question de l'hégémonie du prolétariat. D'ailleurs, le mouvement du prolétariat de Changhaï, du 19 au 24 février fut objectivement une tentative du prolétariat de Changhaï, en vue d'assurer son hégémonie.

Aux premières nouvelles de la défaite de Sun-Tchun-Fang dans le Tchen-Tsian, l'atmosphère de Changhaï fut chauffée à blanc et en l'espace de deux jours, éclata avec la puissance d'une force élémentaire une grève de 300.000 travailleurs qui irrésistiblement se changea en insurrection armée pour n'aboutir à rien par suite du manque de direction.

Sur la tactique de notre Parti, lors des événements de Changhaï, nous nous sommes arrêtés d'une manière plus détaillée dans une lettre précédente. C'est pourquoi nous dégeçons seulement ici les points fondamentaux.

Une partie des avants gardes cantonnaises sont à 40 ou 50 ventes. L'armée de Sun-Tchun-Fang, absolument démoralisée, se livre au pillage, se disperse dans les maisons. Dans la ville certaines parties des forces militaires hésitent, la flotte vient de notre côté, 300.000 ouvriers se mettent en grève et passent à la lutte armée. Par dizaines, le commandant militaire fait mettre à mort les ouvriers. Une partie de la petite bourgeoisie sympathise avec les travailleurs, intervient dans la lutte et ferme les boutiques. Au même moment le C. C. du Parti, qui fut pris au dépourvu par la grève, bien qu'il ait participé à sa préparation, délibère, se demandant s'il faut ou non faire l'insurrection au moment même où l'insurrection s'est déjà produite. Ni les ouvriers, ni les soldats, ni la petite bourgeoisie ne reçoivent aucune indication relative à ce qu'il faut faire. Le Parti se borne à lancer ce mot d'ordre : « A bas Sun-Tchun-Fang » et « Salut à l'expédition du Nord » (dans quelques endroits simplement « Salut à Tchang-Kai-Chek »); les mots d'ordre anti-impérialistes s'effacent complètement. L'un des appels lancés aux travailleurs, déclare par exemple :

« Sun Tchun Fang s'est montré beaucoup plus féroce que les impérialistes qui se sont livrés à la répression sanglante du 30 mai ».

En séparant la lutte contre Sun-Tchun-Fang de la lutte contre l'impérialisme, le Parti, par cela seul, a refroidi les masses. Au lieu de parler aux masses, les dirigeants du Parti ont parlé avec les représentants de la bourgeoisie, les ont attendus, ont mis leurs espoirs en eux. Le mot d'ordre de l'Assemblée populaire démocratique mis en avant par nous peu de temps avant la guerre, fut considéré comme un nouveau moyen d'effectuer des tractations et des combinaisons par en haut et ne fut pas lancé parmi les masses. Les

résultats de tout ceci, c'est qu'on laissa échapper un moment historique exceptionnellement favorable, un concours exceptionnel de circonstances et alors que le pouvoir était dans la rue, le Parti ne sut pas le saisir. Pis que cela, il ne voulut pas le prendre, il eut peur de le prendre.

De la sorte, la tendance de droite, qui avait déjà contaminé le Parti au cours de l'année dernière, trouva sa claire et définitive expression dans la tactique du Parti jusqu'au moment où se déroulèrent les événements de Changhaï, tactique qu'il est possible de comparer seulement à la tactique du C. C. du P. C. A. en 1923, et à la tactique des menchéviks lors de l'insurrection de décembre en 1905. Il y a cependant une différence. Elle consiste en ceci qu'à Changhaï, le prolétariat avait notablement plus de forces et de chances de son côté, et qu'en intervenant d'une manière décidée, il aurait pu conquérir Shanghai pour la Révolution et transformer le rapport des forces à l'intérieur du K. M. T.

Ce n'est pas par hasard que la direction du P. C. C. a commis des erreurs. Elles découlent d'une conception de droite de la révolution, de l'incompréhension du mouvement des masses et du manque total d'attention manifesté vis-à-vis de ce mouvement.

## LE PARTI ET LES MASSES

Les couches supérieures du P. C. C. ne sont pas liées avec les masses. Historiquement, ceci s'explique par le fait qu'il y a trois ans encore, le Parti n'était qu'un petit cercle d'intellectuels, et qu'il fut très difficile pour la direction du parti de s'assimiler ce fait que le Parti depuis longtemps déjà, ayant cessé d'être un petit cercle pour se transformer en un Parti de 30.000 membres, jouissant d'une influence s'étendant à des millions d'ouvriers et de paysans, en un Parti qui est la force organisée la plus puissante de la révolution chinoise. Au lieu de faciliter la liquidation de ce détestable esprit de petit cercle, le représentant du C. E. de l'I. C. l'encouragea et lui donna sa consécration.

La direction des organisations du Parti, ainsi que des organisations ouvrières et paysannes, est composée d'intellectuels, d'étudiants, qui, en dépit de leurs excellentes qualités, sont très peu liés avec les masses et ne comprennent pas toujours leurs besoins. Cette situation persiste jusqu'à aujourd'hui, non pas parce qu'il n'y a pas d'ouvriers qui puissent participer à la direction, mais parce que les couches supérieures des organisations du Parti ne désirent pas admettre d'ouvriers à la direction. Il n'y a guère longtemps, au milieu de février, s'est réunie la conférence régionale du Parti à Changhaï. Comme chacun sait, l'organisation de Changhaï se compose pour 70 % d'ouvriers, et cependant aux élections pour le renouvellement du Comité du Parti, 16 membres ont été élus parmi

lesquels il n'y avait pas un ouvrier; trois ouvriers seulement concoururent comme candidats. Les rapports entre la direction du Parti, les ouvriers et les paysans furent formulés de la meilleure manière possible par le camarade Petrov, membre du C. C., lors de l'examen de la question du recrutement des étudiants pour le cours spécial (Université communiste des travailleurs de l'Orient). Il eût été nécessaire d'obtenir la répartition suivante : 175 ouvriers et 100 paysans. Le camarade Pétrov nous a déclaré que le C. C. décida de désigner seulement des étudiants et des intellectuels, motivant sa décision par les considérations suivantes :

1° Les ouvriers ne savent, ni lire, ni écrire, ni parler, ni comprendre. Les ouvriers chinois sont arriérés. Où trouver pour suivre le cours 175 ouvriers ?

2° Les ouvriers et les paysans, allant suivre en Russie le cours spécial, vivront dans de bonnes conditions. Ceci agira sur eux, en les démoralisant, et, rentrés en Chine, ils ne voudront plus travailler pour le Parti.

Donc, les étudiants, selon l'opinion du camarade Petrov, n'ont pas ces défauts. Il eut fallu non des ouvriers et des paysans, mais des sans-partis illettrés ou demi-illettrés. Sur notre insistance, le C. C., à contre-cœur, consentit à tout ce que nous demandons pour le recrutement, mais cette manière de se comporter vis-à-vis des masses est caractéristique de la part de la direction du Parti ouvrier. Voici par exemple de quelle manière se comporte le C. C. vis-à-vis de la milice ouvrière de Hang-Kéou. Le doyen nous a dit qu'il était nécessaire de dissoudre la milice ouvrière à Hang-Kéou, parce qu'elle était formée d'éléments de la petite bourgeoisie, d'artisans et partiellement d'ouvriers d'industrie. Il estimait que :

« La milice ouvrière doit se composer d'un petit nombre d'ouvriers, honnêtes, conscients, impeccables. »

(Il s'agissait de la milice ouvrière de Hang-Kéou).

Après vérification, il a été démontré que les indications relatives à la nature petite bourgeoise de la milice ouvrière à Hang-Kéou était une pure calomnie, soutenue par le représentant du C. E. de l'I.C. La milice ouvrière à Hang-Kéou, se compose d'ouvriers qui, pour la plus grande partie, ne sont pas, il est vrai, des ouvriers d'industrie ; mais il n'est possible à personne de lui donner le nom de « force armée de la petite bourgeoisie ».

L'attitude du groupe de droite du C. C. vis-à-vis de l'Assemblée populaire des délégués à Shanghai s'explique aussi par le manque de confiance et l'incompréhension vis-à-vis des masses. Lorsque nous proposâmes de procéder par entreprises et par rues pour les élections à l'Assemblée populaire des délégués, pendant longtemps les camarades dirigeants ne purent comprendre cela. Ils avaient décidé, à la place de ce que nous proposions, des délégués élus par les représentants des organisations et le doyen nous dit :

« Qui les travailleurs peuvent élire, le diable seul le sait. »

Selon l'idée du noyau dirigeant du Parti, les ouvriers et les paysans, c'est une vague masse grise, sans littérature, inconsciente et inactive ; et les communistes ont reçu de cette masse la mission de diriger selon la voie qu'ils tracent eux-mêmes, sans avoir de compte à lui rendre. La direction du Parti déclare : **les paysans, par exemple, ne veulent pas la terre.** Mieux que cela, ils n'exigeraient pas l'abaissement des fermages si les communistes ne les y poussaient pas, par leur agitation. A Changhaï, les dirigeants déclarent, au moment même où les ouvriers se mettent en insurrection, que les ouvriers ne veulent pas l'insurrection et que le peuple de Changhaï **ne veut pas prendre le pouvoir.** Le secrétaire du Comité de Changhaï : Boukharof appelle l'idée d'une Assemblée populaire de délégués une « idée exotique ». Cette incompréhension totale des besoins, des revendications et de la lutte des masses, cette attitude hautaine et méprisante, mène à ceci, **que les masses interviennent dans le mouvement comme une force élémentaire,** sans le Parti et en dehors de lui. Il arrive déjà à celui-ci de constater les événements, post-factum et de « les rappeler ». La lutte des paysans avec les gentry, la lutte pour l'abaissement des fermages et pour la terre s'est déroulée et se déroule d'une manière élémentaire, le prolétariat de Hang-Kéou s'est emparé de la concession anglaise, par un mouvement élémentaire, la grève de Changhaï a surgi et s'est développée d'une manière élémentaire, et le groupe de droite des dirigeants du Parti continue à s'obstiner dans son manque de confiance envers les masses. Dans le meilleur des cas, le Parti se traîne à la remorque des événements, n'est pas en état de les diriger, non que son influence ne soit pas organisée d'une manière suffisamment forte, mais parce que la direction étroite du Parti roule vers l'opportunisme et vers le suivisme.

## LE MOUVEMENT PAYSAN

Avant tout, le manque de confiance dans les masses se reflète dans le manque d'attention vis-à-vis du mouvement des masses et ensuite dans le freinage de ce mouvement.

Jusqu'en octobre 1926, la question de la paysannerie, la question de la lutte de la paysannerie n'a pas été posée, même une fois, sous une forme plus ou moins sérieuse, ni par le représentant du C. E. de l'I.C., ni par le C.C. à l'exception des décisions du Plenum de Juin du C. C. d'une manière complète a escamoté la lutte paysanne et a fait appel au bloc avec les bons gentry et avec les propriétaires fonciers. En octobre, fut élaboré le programme des revendications paysannes, mais le représentant de l'I. C. ainsi que les dirigeants du Parti l'ont considéré comme un programme pour le Congrès du Parti. Pendant 2 à 3 mois, ce programme n'a pas franchi

les murs du C. C. et c'est seulement en janvier qu'il fut répandu dans les localités. Cependant, jusqu'à aujourd'hui, il ne s'est produit aucun changement essentiel dans la tactique du Parti relativement à la question paysanne. La ligne ancienne, qui consistait à aplanir la lutte dans les campagnes et à freiner le mouvement paysan, cette ligne s'est continuée intégralement. Bien que le freinage du mouvement paysan eût été encore condamné en novembre dans le rapport de Boukharine au Plénum, dans son discours et ensuite au Plénum et dans la résolution, le Parti jusqu'à aujourd'hui n'a pas revisé cette tactique et n'a pas reconnu ses erreurs. Et il n'était pas possible de s'attendre à ce qu'il les reconnaisse, lorsque le représentant du C. E. de l'I. C., en janvier, déclarait à la séance du C. C. ce qui suit :

« Pour autant que je sache, je n'ai pas encore de documents officiels. A l'Exécutif de l'I. C. on nous a légèrement accusé du fait que le Parti n'a pas porté une attention suffisante sur la question paysanne. Il n'y a dans cela une part de vérité... »

La peur du mouvement paysan a existé et elle est demeurée dans le Parti. La réalisation de la propriété des paysans sur la terre, c'est-à-dire la prise de la terre par les paysans, cela le C. C. le nomme « une maladie infantile de gauche, nuisible ». Il continue à parler du « front unique dans les campagnes avec les bons gentry et avec les petits et moyens propriétaires fonciers contre les mauvais gentry et les fripons » (rapport de Hounan du 30 décembre). L'expression « mauvais gentry » se trouve jusqu'à aujourd'hui dans tous les documents du Parti, et dans les articles des camarades dirigeants. Cette substitution des catégories morales aux catégories sociales constitue par son essence même, le recroqueillage du mouvement ouvrier dans les campagnes.

Au Plénum de décembre, du C. C., avec la participation du représentant du C. E. de l'I. C. fut adoptée une résolution relative à la question paysanne. Dans cette résolution, ne figure pas un seul mot relatif au programme et à la lutte agraire. La résolution répond seulement à une des questions les plus irritantes, la question du pouvoir paysan, et elle y répond négativement. Elle dit qu'il ne faut pas lancer le mot d'ordre du pouvoir paysan afin de ne pas effrayer la petite bourgeoisie. De là provient que les organes du Parti ont ignoré la paysannerie armée. Lorsque Tan-Chen-Si, dans la province de Ouhan a proposé à nos camarades d'incorporer des volontaires et des membres des ligues paysannes dans son armée, le Comité de Ouhan lui a répondu par un refus. Les camarades estiment qu'il ne sert à rien aux paysans de s'armer. Typique est la déclaration du doyen au Plénum de décembre, où il s'agissait de l'armement des paysans dans le Hounan. Dans les campagnes du Hounan, se développe une véritable guerre civile ; les paysans

mettent à mort les gentry par dizaines et par centaines, et le doyen dit :

« S'il n'y a pas nécessité d'armer les paysans, nous ne sommes pas contre la garde des armes par le gouvernement. Si ni les Min-Touan ni les paysans ne peuvent posséder d'armes, ces derniers vaincraient quand bien même aucune lutte ne surgissait. »

## LE MOUVEMENT OUVRIER

La tactique du Parti dans le mouvement ouvrier, ne se différencie pas de la tactique dans le mouvement paysan. Avant tout, c'est envers lui une sous estimation et un manque d'attention absolus. Le C. C. n'a pas de section syndicale. Plus d'un million d'ouvriers organisés sont privés d'un centre dirigeant. Les syndicats sont détachés des masses et dans une mesure importante demeurent des organisations d'en haut. Le travail politique et le travail d'organisation est remplacé toujours et partout par la contrainte, et le fait principal, c'est que les tendances réformistes croissent à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement syndical révolutionnaire.

Fréquentation cordiale des entrepreneurs, participation aux bénéfices, limitation de la production, participation à l'élévation de la production du travail, subordination des syndicats aux entrepreneurs et aux contremaîtres, tels sont les phénomènes habituels.

D'autre part, refus de défendre les revendications économiques des travailleurs. Ayant peur de la croissance élémentaire du mouvement ouvrier, le Parti a consenti à l'arbitrage obligatoire à Canton et ensuite à Hang-Kéou. (L'idée même de l'arbitrage appartient à Borodine). Particulièrement grande est la peur des dirigeants du Parti devant le mouvement des ouvriers non industriels. D'ailleurs la majorité écrasante des ouvriers organisés en Chine est formée par les ouvriers non industriels.

Le rapport du C. C. au Plénum de décembre dit : « Il est extraordinairement difficile pour nous de définir la tactique vis-à-vis de la moyenne et de la petite bourgeoisie, car les grèves d'ouvriers travaillant chez les artisans et les grèves des employés ne sont que des conflits à l'intérieur même de la petite bourgeoisie. Et l'une et l'autre des parties en lutte (c'est-à-dire les entrepreneurs et les ouvriers) étant nécessaires pour le front unique national, nous ne pouvons ni soutenir aucun des deux camps ni rester neutres... Les employés des entreprises fournissant les objets de première nécessité (riz, sel, charbon, combustible, etc...) ne doivent jamais recourir à la grève, s'il y a la moindre possibilité d'aboutir à des concessions par une voie pacifique. »

De cette façon, le Parti se refuse à défendre et à soutenir les ouvriers non industriels, c'est-à-dire la majorité de la classe ouvrière

en Chine, en couvrant ce refus de la nécessité du front unique avec la petite bourgeoisie. D'ailleurs, il est absolument clair qu'il ne s'agit pas tant de la petite bourgeoisie et en particulier de l'artisanat, que de la moyenne bourgeoisie commerçante.

Dans le télégramme, exposant la résolution du C. C. adoptée et contre-signée aussi par les représentants du C. E. de l'I. C. et par Borodine, il est parlé du freinage de la lutte des ouvriers non industriels. Là dessous se cache le freinage de la lutte ouvrière en général, car, dans la Chine centrale, le peu d'entreprise industrielles qui existent, ou bien sont fermées, ou bien appartiennent à l'Etat ou à des sociétés mixtes et dans les entreprises d'Etat, comme chacun sait, il ne faut pas développer la lutte gréviste.

La direction du Parti craint aussi l'armement des ouvriers. Nous avons déjà parlé des calomnies répandues sur les milices ouvrières de Hang-Kéou et de l'attitude du C. C. envers les piquets ouvriers ayant pris part à la prise de la concession de Hang-Kéou. Une seule fois la question de l'armement des ouvriers fut posée dans le C. C. et cela a abouti à décider qu'il faut absolument désarmer une partie des piquets ouvriers, considérés comme élément petit-bourgeois. Même en ces jours où l'insurrection s'était déjà produite à Changhaï, il y eut quelques organisations du Parti qui décidèrent de ne pas armer les ouvriers même de simples bambous. Le Parti n'a jamais parlé aux ouvriers ni de leur armement ni de la lutte armée. De là est venu l'effondrement du mouvement de Changhaï. Le groupe de droite dans le Parti, et en particulier les dirigeants de l'organisation de Changhaï, se représentent l'insurrection armée, comme une simple entrée en action des forces purement militaires, c'est-à-dire comme un putsch. C'est ainsi que fut conduite l'insurrection du 23 octobre et celle du 12 février.

## L'ARMÉE

La caractéristique de l'attitude du Parti envers l'armée a été donnée par la camarade Tchou-In-Laï, dans son rapport. Elle dit aux membres du Parti : Allez dans cette armée nationale-révolutionnaire, renforcez-là, élevez son aptitude au combat, mais n'y menez aucun travail indépendant. Jusqu'à ces temps derniers, il n'y avait pas de cellules dans l'armée. Nos camarades conseillers politiques se sont occupés exclusivement du travail politico-militaire du K. M. T.

Le C. C. du Parti a misé sur le fait de l'existence de soldats communistes, anciens et nouveaux. Par le moyen de toutes sortes de combinaisons, en opposant certains éléments à d'autres, etc., nos camarades ont eu l'espoir d'assurer l'équilibre des forces dans l'armée, mais en aucune manière ils n'ont eu en vue de la conquérir. Selon l'opinion des dirigeants du Parti et du représentant du C. E.



de l'I. C., l'armée cantonaise n'est pas le peuple armé, mais une armée de mercenaires au sein de laquelle le travail politique est impossible à réaliser. Avec une ardeur toute particulière, le représentant du C. E. de l'I. C. nie la possibilité du travail politique dans l'armée. Le Plénum du C. C. de décembre a pris la décision de créer des cellules dans l'armée (**cellules, il est vrai, formées seulement de commandants, avec interdiction d'y faire entrer les soldats**) et lorsque le reste des camarades russes (et ce n'est pas la première fois) ont posé la question du travail dans l'armée, le camarade V. déjà au mois de janvier de cette année, a fait objection d'une manière aiguë contre l'organisation des cellules. D'abord, il a dit (au camarade M\*\*\*), que Moscou décide de ne pas organiser de cellules, et ensuite il a démontré l'impossibilité d'organiser des cellules : 1° parce que le commandant militaire et en particulier Tchang-Kai-Chek, voyait en cela une machination des communistes et que cela tendrait les rapports avec lui; 2° parce que l'armée cantonaise ne se soumettra pas à un travail effectué à la base. Lorsque fut faite la proposition de procéder à l'entrée en masse dans l'armée des ouvriers et des communistes (parmi les ouvriers industriels il y avait justement une très grande quantité de chômeurs et quelques milliers de membres des piquets ouvriers instruits au point de vue militaire tant à Canton qu'à Hang-Kéou), ainsi que des paysans, membres des Liges paysannes, le camarade V. s'en tira par des échappatoires, déclarant que personne ne les prendrait dans l'armée, que rien ne sortirait de tout cela, qu'il n'y avait pas maintenant de recrutement pour l'armée, etc... Et, ne désirant pas intervenir contre ses contradicteurs pour des raisons de principes dans la question de l'armement des ouvriers, il trouva mille difficultés et démontra qu'il n'était pas possible de penser à l'armement des ouvriers, parce qu'on ne pouvait se procurer des armes nulle part, etc...

D'ailleurs, dans l'armée il y a des dizaines de commandants de compagnies et quelques commandants et colonels qui sont communistes, qui possèdent une influence colossale et qui sont à la tête de régiments communistes. Par tous ces canaux, il eût été possible d'effectuer un travail colossal. Cependant, à cause de la peur de la part de quelques dirigeants du Parti de voir l'armée se révolutionnariser, des camarades isolés, travaillant dans l'armée, quittèrent le Parti, se changèrent en commandants communistes « individuels », et comme l'ont déclaré devant le C. C. les camarades russes effectuant le travail militaire : « Peut-être se sont-ils refusés à incorporer des ouvriers dans leurs unités, parce que les ouvriers sont un élément d'agitation ».

Bien qu'après une longue résistance, le représentant du C. E. de H. C. se soit mis d'accord avec nous sur la nécessité de réorganiser le travail du Parti dans l'armée, il n'a ensuite rien fait pour effectuer cette réorganisation. Nous ne savons même pas si à cette occasion il en a parlé au C. C.

## LA PETITE-BOURGEOISIE

Le manque de foi dans la masse et le manque de compréhension des masses, conduit d'une manière absolument naturelle à ce fait que quelques dirigeants du Parti considèrent la petite-bourgeoisie comme quelque chose de neutre entre les cercles et les cliques, comme quelque chose de semblable aux autres cliques existant en Chine. De là découle une faible particulier pour les pourparlers effectués par en haut avec les chefs militaires et avec la grande bourgeoisie. Déjà, au cours d'une demi-année, toute la tactique de notre Parti à Shanghai a consisté en rencontres permanentes avec la bourgeoisie nationale et avec ses représentants. Et ces rencontres sont reconverties par la formule de la nécessité du bloc avec la petite-bourgeoisie. La crainte causée par la petite-bourgeoisie touche au grotesque. Il ne faut pas organiser le pouvoir paysan parce que cela effrayerait la petite-bourgeoisie. Il ne faut mettre en avant aucune grande revendication ouvrière parce que cela effrayerait la petite-bourgeoisie. Il ne faut pas développer le mouvement gréviste parce que la petite-bourgeoisie se détacherait de nous. Il ne faut pas intervenir tant que la petite-bourgeoisie n'est pas intervenue. En réalité, la direction du Parti ne s'intéresse pas le moins du monde à la petite-bourgeoisie et en particulier à la bourgeoisie artisanale, qui compte des millions, sinon des dizaines de millions d'hommes. Le Parti ne s'est jamais tourné vers ces couches de la population, n'y a effectué aucun travail, et n'a jamais essayé de se lier avec elles. Il s'est borné à des pourparlers par en haut avec les représentants de la moyenne et de la petite-bourgeoisie commerçante, représentants qui sont étroitement liés à la grande bourgeoisie. Par cela même, le Parti a consacré la subordination de la petite bourgeoisie à la grande bourgeoisie.

En réalité, la petite bourgeoisie a perdu et perdra davantage que les autres couches de la population participant à la révolution. C'est précisément pourquoi il semble que le Parti communiste aurait dû veiller avec une attention particulière à ce que la petite bourgeoisie ne soit pas ruinée du fait de l'inflation, des impôts élevés, d'un système fiscal irrationnel, de la pratique de l'usure, etc. Mais ici, le Parti se meut principalement sur la ligne de l'atténuation des revendications ouvrières. Dans le rapport politique du C. C. du 8 janvier, il dit :

« Nous devons lancer les mots d'ordre : « Congèdement des

fonctionnaires mauvais et avides », « qu'ils n'empochent pas, pour eux, l'argent du peuple », etc... Mais pas « d'amoindrissement des charges qui pèsent sur le peuple », particulièrement dans la période de la guerre contre Moukden ». Lorsqu'il s'agit de la nécessité des réformes sociales immédiates en vue d'alléger le fardeau des impôts pesant principalement sur la paysannerie et la petite-bourgeoisie, en vue aussi de transférer ce fardeau sur les épaules des couches possédantes, lorsqu'il s'agit de tout cela, cette crainte manifestée par le Parti n'est pas, il faut bien appeler les choses par leur nom, la crainte de mécontenter la petite-bourgeoisie, mais la crainte de mécontenter la grande bourgeoisie et l'aristocratie foncière.

### Le Parti, le K. M. T. et le Pouvoir.

La tactique du Parti dans le mouvement paysan, ainsi que dans le mouvement ouvrier et dans l'armée, consiste essentiellement à soutenir d'une manière voilée l'aile bourgeoise du mouvement national-révolutionnaire. Ceci est la conséquence inéluctable de l'attitude hautaine et méprisante vis-à-vis des masses et de la conception purement bourgeoise de la révolution de la part de l'aile droite du Parti. Ce n'est pas en vain que maintenant on rencontre si souvent des expressions comme : « Communiste partisan de Tchang Kei Chek », « communiste partisan de Tan Chen Si », etc. Et lorsque cette tactique s'accompagne de la peur de poser les grandes questions politiques, de la peur d'envisager les perspectives, le Parti roule vers un étroit praticisme, ne s'occupant que des petites affaires courantes, praticisme qui n'est pas éloigné du réformisme. Les camarades Petrov et Boukharof sont les représentants les plus typiques du courant de droite. Et c'est chez eux que se manifeste le plus cette tendance à ne considérer que les petites affaires courantes, tendance rabaisant les questions de principes au niveau des menus détails et des difficultés techniques. Il n'est pas étonnant que, par suite d'une telle conception, la lutte de Tchang Kai Chek contre les éléments de gauche, groupés autour de Wan Tin Wei, soit représentée par beaucoup de camarades, bien moins comme une lutte entre deux tendances que comme une lutte entre deux cliques. (La justification « théorique » de ceci a été fournie par le camarade V...). De là, l'attitude envers le retour de Wan Tin Wei, considéré comme une délivrance de tous les maux, de là l'ignorance du contenu social de la lutte ainsi que de la nécessité de mobiliser le mouvement des masses et de créer de bons rapports entre Wan Tin Wei, Tchang Kai Chek et les autres généraux, de là l'ignorance de ces tâches les plus importantes qui sont posées devant nous. Si nous ne pouvons pas les résoudre, tout le mouvement national sera absolument détruit. Il y a plus de six

mois que se mène cette campagne et Wan Tin Wei n'est pas revenu, peut-être ne reviendra-t-il jamais et cependant notre Parti a lié tout son travail à l'intérieur du mouvement national-révolutionnaire au retour de Wan Tin Wei.

Tous les discours au sujet du K. M. T. de gauche, au sujet de la liaison avec le K. M. T. de gauche, aboutissent, en fin de compte, à Wan Tin Wei. Cependant, les événements de Hang-Kéou du 3 janvier ont montré que l'évolution à gauche du K. M. T. et l'édification de l'aile gauche n'est possible que sur la base de la montée du mouvement des masses, non seulement du mouvement de la petite-bourgeoisie, mais du mouvement ouvrier et paysan. Mais le C. C. et le représentant du C. E. de l'I. C. ont cherché l'aile gauche à l'autre extrémité, en s'occupant d'assurer au sommet la survivance des leaders de gauche.

Et il y a eu une théorie conforme à cette politique, théorie consistant à proclamer l'absolue nécessité de livrer à ces leaders cette partie des masses sur laquelle les communistes avaient acquis le monopole de l'influence.

Dans la résolution relative au rapport du C. C., lors du Plenum de décembre, il est dit :

« Dans le mouvement des masses, nous devons nous accrocher à toute possibilité de collaborer avec les éléments de gauche et aider ceux-ci à conquérir les masses (les paysans et la petite-bourgeoisie des villes) ».

Il en résulte que ce ne sont pas les masses qui doivent pousser à gauche les chefs du K. M. T., mais que ce sont ces derniers qui doivent conquérir les masses.

Dans la question du pouvoir, la position du Parti fut ambiguë. Sur place, les communistes ont dit aux ouvriers et aux paysans : « Le pouvoir populaire n'est-il pas presque un pouvoir ouvrier et paysans ? » et le C. C. estime que le gouvernement n'est pas encore un gouvernement populaire, que le peuple n'est pas encore libre. Il sort de cela cette conclusion que le C. C. est contre l'entrée des communistes dans les organes gouvernementaux, même en ce qui concerne les organes locaux du pouvoir. Lorsque dans la province de Tsian Tsi, quelques communistes furent nommés magistrats (c'est-à-dire chefs de districts), le C. C. écrivit, le 2 décembre, une lettre au Comité du Parti de Tsian Tsi, disant :

« Les camarades estiment que le gouvernement est déjà un gouvernement populaire, et que le peuple est libre. Ils oublient grandement que notre Parti n'est pas encore un Parti au pouvoir et qu'il n'est possible en aucune manière d'entrer dans le gouvernement pour y occuper quelque poste que ce soit. Est-ce que nous pouvons, en recevant deux ou trois postes de chefs de districts, mener à bien la tactique de notre Parti? Chacun sait que cela est

absolument impossible. Cela signifierait seulement la perte de postes desquels nous pouvons nous adresser aux masses, cela signifierait la perte de la confiance des masses envers nous. Le Comité du Parti doit immédiatement corriger cette déviation erronée et importante. Il est nécessaire de donner immédiatement à tous les camarades l'ordre de donner leur démission ou bien de quitter le Parti. »

Et le camarade V... a soutenu ce point de vue, lui qui a déjà, en octobre 1926, en présence de la proposition d'attribuer à des communistes quelques postes de chefs de districts dans le Ou Pei et dans le Honan, déclarait que cela équivaldrait à couvrir la politique de droite de Tan Chen Si, et à faire prendre aux communistes la responsabilité de cette politique devant les masses.

Le C. C. ainsi que le camarade V..., étaient davantage encore opposés à l'entrée de communistes dans le gouvernement central de Canton. Et cela, non pas parce que les principes communistes seraient éclaboussés, comme l'affirme la lettre du C. C., mais parce que l'entrée dans les organes du pouvoir contraindrait à lutter contre les tendances bourgeoises de droite. (Il est caractéristique qu'ici encore, il n'existe pas de divergences essentielles entre la position de Borodine et celle du camarade V..., quoique Borodine se soit prononcé pour la participation au gouvernement.) Ce dernier, considère réellement cette participation au gouvernement comme une couverture de la politique de droite, comme une capitulation devant les éléments de droite.

### **L'indépendance du Parti.**

Ayant peur, et du pouvoir et des masses, observant une prudence exceptionnelle dans tout ce qui a trait à l'élargissement et à l'approfondissement du mouvement des masses, la direction de droite en est venue à diminuer le rôle et l'importance de notre Parti. Le Parti s'est caché, est rentré sous terre au plus profond, ne se résolvant pas à montrer son visage aux masses. Par contre, il est des gens dont il ne s'est pas caché, pour peu que ces personnages soient des droitiers et des réactionnaires, tels que Tchang Kai Chek, Feng Yu Siang, Ten Chen Si et même Ou Pei Fou, qui était en correspondance avec le C. C. du Parti chinois par l'intermédiaire du doyen. Un Parti de 30.000 membres ne se nourrit pas d'un hebdomadaire qui, parfois, ne paraît même pas toutes les semaines. Le Parti a peur de se légaliser et motive cela en disant que la petite-bourgeoisie s'en effrayerait. Dans le Honan, l'organisation du Parti a décidé de ne pas élargir son travail et de cesser de recruter pour ne pas effrayer la petite-bourgeoisie. La direction du Parti dit :

« Qu'en ce qui concerne les problèmes politiques, dans l'étendue du gouvernement national, nous devons expliquer les événements de la politique pratique, mais que nous ne devons pas faire de la propagande et que nous ne devons, en tout cas, pas élever notre propagande et notre agitation au même niveau que les propagandistes du K. M. T. »

Le Comité de Honan dit dans sa lettre du 30 décembre :

« Notre propagande anti-impérialiste est à un niveau trop élevé, elle dépasse celle du K. M. T., ce qui est une grande erreur. Il y a chez nous une déviation de gauche qui va toujours répétant : « Vive l'Internationale communiste », « Vive le Parti communiste... »

Telle est la tactique du Parti et de ses dirigeants de droite les plus fidèles à la droite. Le mouvement révolutionnaire se hausse à un nouveau degré, les contradictions de classe s'aggravent, la bourgeoisie et les couches possédantes de la campagne unies avec une partie des militaristes, mènent une lutte active contre les tendances démocratiques. Cette lutte se mène dans quatre directions essentielles : 1° atténuation de la propagande anti-impérialiste; 2° réduction du mouvement paysan par la répression armée; 3° réduction du mouvement ouvrier par des moyens tels que la pression administrative militaire immédiate, et l'arbitrage; 4° création d'un pouvoir bureaucratique s'appuyant sur l'armée. Et sur ces quatre points, le Parti livre ses positions. Jusqu'aux derniers événements de Changhaï, le Parti n'a pas mené de lutte pour le pouvoir démocratique. Maintenant encore, la direction du Parti ne s'en est assimilé la nécessité que d'une manière insuffisante.

Il serait, toutefois, ~~erroné de tirer de la présente lettre la conclusion~~ que notre Parti est contaminé par l'opportunisme. Bien au contraire, la masse du Parti, ainsi que beaucoup d'organisations de base sont plus que saines. Mais le remplacement de ses cercles dirigeants, et plus exactement de son aile droite, par d'autres éléments, devient une nécessité urgente. Faut-il de ce remplacement ainsi que du redressement de la ligne tactique du Parti, l'assainissement du Parti est impossible à réaliser.

La responsabilité de tout ceci retombe également sur l'aile droite de la direction et sur le représentant du C. E. de l'I. C.

Dans les questions tactiques du passé, il est impossible de le séparer du C. C., bien au contraire, chaque fois que le Parti commençait à hésiter et à chercher des nouvelles voies, il le repoussait en arrière, dans le marais des petites combinaisons et des jongleries politiques n'ayant rien de commun avec la tactique révolutionnaire. Ne possédant pas les principes, il s'est en fait adapté au Parti, dépassant parfois dans son aile les autres dirigeants du Parti. Par exemple, infecté par la mentalité capitulaire après le 20 mars (1926), il proposa (de même que Borodine), que les com-

unistes sortent du K. M. T. Tout en nous déclarant que Petrof et Boukharof sont des opportunistes, que Ho-Sun-Lin, le président du Conseil syndical de Shanghai, est un aventurier, non seulement il n'a pas essayé d'aider le reste des camarades chinois à les écarter de la direction, mais, au contraire, il les a soutenus. Constatant un grand nombre de défauts du Parti qui s'expliquent simplement par la maladie de croissance (par exemple, l'esprit étroit de cercle, les vacillations dans l'organisation, grâce auxquelles les décisions adoptées par le Parti restent simplement sur le papier); non seulement il n'a pas essayé de les corriger, mais il leur a donné la consécration, se déchargeant du soin de les corriger en invoquant les « conditions spéciales de la Chine ». Il envoie à Moscou une information hybride, retenant par devers lui les matériaux, cachant au C. E. de l'I. C. la situation réelle dans le Parti. Manquant de principes ainsi que de courage politique, il considère tout en fonctionnaire, n'hésitant pas à pousser le C. C. à prendre des décisions absurdes (lorsque, par exemple, arriva le télégramme de Moscou disant que l'armée du Nord-Ouest devait retourner en Mongolie, c'est-à-dire parcourir 1.000 verstes; le C. C. et les collaborateurs militaires estimèrent que cela était absolument impossible à réaliser).

Mais le camarade V... porta cette décision (de Moscou) devant le C. C., sans se décider à montrer à Moscou l'absurdité d'une telle opération. Mais une semaine après, c'est Moscou même qui rapporte cette décision comme ayant été adoptée sans une connaissance de la situation réelle et comme ayant été révisée après réception d'informations complémentaires.

En décembre, le camarade V... se prononce contre la participation au gouvernement. Après réception de la résolution, il déclara qu'il était possible d'entrer dans le gouvernement, mais pas tout de suite, et, en examinant la résolution avec le C. C., il déclara que nous avions toujours été partisans de la participation au gouvernement, ce qui indigna le doyen.

Un tel représentant du C. E. de l'I. C. ne peut que nuire au travail. S'il n'était pas là, couvrant les éléments de droite de l'autorité du C. E. de l'I. C., le Parti pourrait peut-être combattre avec succès, par ses propres forces, les déviations de droite. Mais maintenant, cependant, ce sera difficile. Il est nécessaire, non seulement de rappeler le camarade V..., mais encore d'envoyer ici un travailleur beaucoup plus fort qui, en même temps, pourrait représenter le C. E. de l'I. C. et diriger Borodine.

Dans le C. C. même, qui maintenant en fait se compose de trois personnes, Petrof représente l'aile droite, Tsiou-Tsiou-Bo l'aile gauche et le doyen, le centre.

Nous estimons qu'en isolant Petrof et le camarade V..., et en donnant de l'air frais dans le C. C. par l'introduction d'un certain nombre d'ouvriers, le doyen, qui, en dépit de tous ses défauts, est un homme beaucoup plus fort que le camarade V..., et qui jouit d'une énorme autorité, pourrait continuer à être l'un des dirigeants du Parti. Mais, en dehors de tout cela, il est nécessaire que le C. E. de l'I. C. confirme encore une fois et précise par des faits, la ligne qui a été donnée dans la résolution du Plenum, il est nécessaire que nos camarades dirigeants accordent à la Chine davantage d'attention que jusqu'à présent.

Le 17 mars 1927.

Signatures :

N. NAZONOF,  
N. FORKINE,  
A. ALBRECHT.

